

# Politique étrangère



# Indépendance et autodétermination

**L'**UDC s'engage pour la sauvegarde d'une Suisse indépendante et neutre. Le bradage de la souveraineté suisse par les élites politiques doit être stoppé. Il faut donc empêcher le rattachement sournois de notre pays à des structures internationales comme l'UE. L'UDC s'engage pour une politique crédible des bons offices, de médiation et d'aide humanitaire sur la base de la neutralité.



“ Les êtres humains sont heureux quand ils vivent librement et de manière autodéterminée. C'est dans leur nature. Parce que nos ancêtres ont compris et respecté ce principe, la Suisse est aujourd'hui si performante. ”

### **La Constitution est méprisée**

L'objectif de la politique extérieure de la Suisse est défini dans l'article 2 de la Constitution fédérale : «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.» Le peuple en tant que souverain décide librement et indépendamment de l'histoire et de l'avenir de la Suisse. Ces valeurs, soit la liberté, l'autodétermination, l'indépendance et la neutralité, sont sournoisement minées par la Confédération, l'administration fédérale, mais aussi par les tribunaux et divers professeurs de droit.

### **La neutralité est minéet**

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ne s'emploie plus à adopter une position neutre face aux conflits. Les diplomates et conseillers fédéraux préfèrent se pavaner sous les projecteurs de l'actualité internationale en prenant ouvertement position pour une partie ou une autre à un conflit international. Or, il serait infiniment plus décent de la part de la Suisse d'adopter une attitude globalement neutre et de se présenter comme une médiatrice crédible en offrant ses bons offices aux parties en conflit. Les tentatives d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU sont diamétralement opposées à la neutralité suisse. Il s'agit là d'un projet que la classe politique de la Berne fédérale caresse depuis longtemps. Faut-il rappeler que le Conseil de sécurité est l'endroit où l'on décide de ladite paix mondiale, donc, concrètement, de guerres et de sanctions ? Il est strictement impossible d'adopter une attitude neutre dans cet organe. Cette immixtion dans les disputes

internationales pour le pouvoir et le prestige n'apporte aucun avantage à un petit Etat neutre comme la Suisse.

### **Priorité donnée au droit international**

Aujourd'hui le droit international est ouvertement placé au-dessus du droit national édicté par le Parlement et le peuple. Preuve en sont les initiatives populaires de plus en plus nombreuses qui ne sont pas appliquées. Ce droit international public appelé aussi trompeusement «droit des peuples» n'a en réalité rien de populaire et sa légitimité démocratique est faible, voire inexistante. Le rapport établi avec les droits humanitaires est lui aussi fallacieux. Ce que l'on qualifie aujourd'hui par calcul politique, donc pour accroître pouvoir et influence, de droits de l'homme n'a plus aucun rapport avec la signification première donnée à cette notion, mais relève du développement et des interprétations exagérément extensives que la Cour européenne des droits de l'homme fait de la Charte européenne des droits de l'homme. Les tribunaux internationaux sortent de plus en plus de leur réserve et se mêlent de droit national en méprisant les constitutions des pays. La souveraineté législative des nations est systématiquement minée. Le principe politique élémentaire de la séparation des pouvoirs se perd.

### **L'adhésion insidieuse à l'UE**

Autodétermination signifie refus d'un rattachement institutionnel à l'UE, donc refus de la reprise obligatoire de droit UE et de la reconnaissance de juges étrangers. L'accord-cadre projeté dans le but de rattacher la Suisse aux institutions de

l'UE constitue l'attaque la plus dangereuse contre notre autodétermination. Selon ce traité, la Suisse doit se soumettre au développement du droit et de la jurisprudence de l'UE, donc reprendre des lois UE. Cette reprise devra être «dynamique», ce qui signifie concrètement que la Suisse s'expose à des sanctions si elle ne reprend pas le droit UE comme l'exige Bruxelles. Et il appartiendrait aux juges UE de décider si, effectivement, la Suisse applique fidèlement les décisions de Bruxelles. Il faut absolument éviter de s'engager sur cette voie de la subordination, voire de la servilité. Notre pays doit au contraire sauvegarder son indépendance pour défendre sa prospérité et son succès économique.

### Bons offices

L'engagement de la Croix-Rouge, les actions humanitaires de la Suisse et la Genève internationale contribuent à la réputation internationale positive de la Suisse et soutiennent le rôle neutre et ouvert joué par notre pays. Ce comportement peut être assimilé à celui d'un infirmier au bord du terrain de jeu qui offre rapidement, de manière non bureaucratique, discrètement et impartialement les premiers secours aux blessés. Ces efforts diplomatiques discrets en faveur de la paix et de la réconciliation sont préférables aux déclarations bruyantes faites dans le cadre du tourisme conférencier. Alors que l'engagement humanitaire doit être maintenu, il faut enfin faire de l'ordre dans le domaine de l'aide au développement. Par exemple, cette aide doit être liée à la conclusion d'accords de réadmission de requérants d'asile et de migrants illégaux. Au lieu

d'augmenter constamment les dépenses publiques pour l'aide au développement, il faut encourager les dons privés par des facilités fiscales.

### Restreindre l'aide au développement

Malgré le versement de sommes énormes durant des décennies par les pays occidentaux, l'aide au développement n'a guère

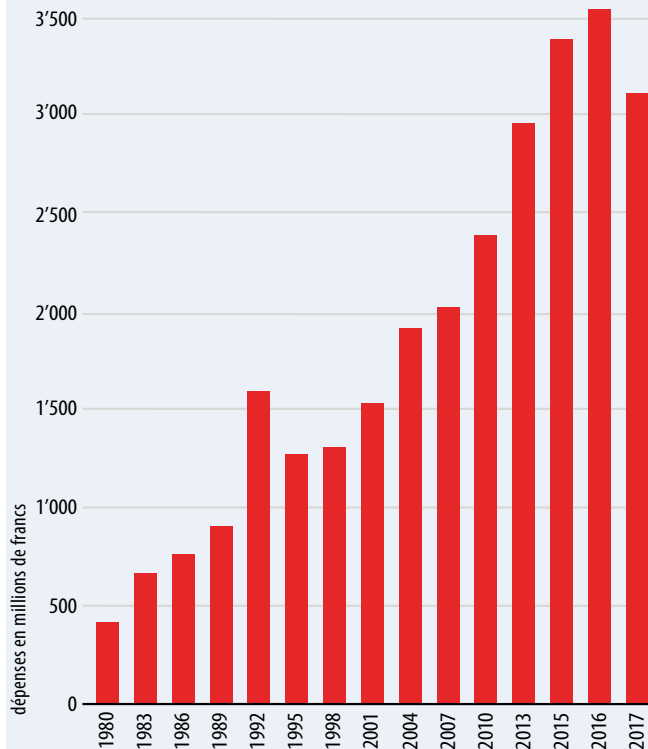


re amélioré les conditions de vie sur le continent africain. Ces efforts sont annihilés par des guerres civiles, la corruption et la désintégration des Etats. Les flux migratoires du sud vers le nord persistent et ne permettent qu'une seule conclusion : les onéreux projets de développement financés par les Etats occidentaux ont raté leur objectif. Pire, l'aide au développement favorise et rend possible la migration. Non seulement elle conduit à un gaspillage énorme de deniers publics, mais en plus elle contribue à maintenir au pouvoir des régimes et des clans dictatoriaux et corrompus. C'est dire qu'il est urgent d'agir avec force. Il faut commencer par cesser d'augmenter continuellement l'aide au développement. Les projets de durée indéterminée qui sont en réalité un tonneau des Danaïdes doivent être stoppés.

### L'impartialité est payante

Le Conseil fédéral doit revenir à l'idée de la neutralité permanente, armée et globale. Par neutralité globale il ne faut pas seulement entendre une neutralité purement juridique et militaire (droit de la neutralité), mais aussi et surtout une neutralité vécue (politique de la neutralité) qui détermine l'ensemble de l'action gouvernementale en politique étrangère en lui imposant les principes d'impartialité et de non-immixtion. Mais pour être reconnue, cette neutralité doit aussi être défendue par une armée de milice prête à être engagée, car disposant de suffisamment de personnel, de matériel et de moyens financiers. C'est la seule manière d'assurer la crédibilité de l'indépendance et de la neutralité suisse. En outre, la Suisse n'a

## Plus de 3 milliards de francs par an pour l'aide au développement



Source: DDC – service statistique (APD)



pas à participer à une politique de sanctions unilatérales (en termes diplomatiques, financières et économiques), même si elles sont décrétées par des organisations comme l'ONU, l'UE ou l'OCDE.

### **Relations avec le monde entier**

La Suisse doit intensifier ses efforts pour faire du commerce avec tous les Etats du monde au lieu de se focaliser aveuglément sur ses relations avec l'UE. Une telle politique commerciale universelle comprend une diversification des rapports grâce à des accords de libre-échange équilibrés avec un nombre maximal de pays, car le commerce est la meilleure base de rapports amicaux et d'une paix durable. Les conventions économiques sont en effet l'expression de la reconnaissance d'intérêts communs. Les rapports économiques n'ont pas besoin d'institutions, d'organisations et de rattachements politi-

ques pour exister. Le droit national doit avoir la priorité sur le droit décrété par des institutions internationales éloignées des citoyens. L'uniformisation et l'égalitarisme sont en opposition avec le libre commerce. La liberté, l'innovation et le succès se nourrissent de la concurrence.

### **Succès suisse grâce au non à l'EEE**

L'éloignement des citoyens de la bureaucratie bruxelloise et les déficits démocratiques de l'UE sont à juste titre la cible de critiques régulières. La Suisse est supérieure à l'UE dans tous les classements internationaux : par l'attractivité de son économie, sa prospérité, l'efficacité de son système social, son faible endettement et même par le sentiment de bonheur de ses citoyennes et citoyens. Si la Suisse n'est pas membre de l'UE aujourd'hui, ce n'est certainement pas grâce aux élites prétentieuses de la politique, de l'économie, de la société et des médias, mais uniquement grâce à sa démocratie directe, donc à la participation politique des citoyennes et des citoyens. Et c'est aussi le mérite de l'UDC que de se battre depuis plus de deux décennies aux côtés du peuple contre l'adhésion à l'EEE et à l'UE. Il est intéressant de rappeler à ce propos que, contrairement aux allégations et prédictions bruyantes des europhiles, le refus d'adhérer à l'UE n'a nullement provoqué le naufrage économique de la Suisse. Depuis les années nonante, la Suisse se porte économiquement mieux que jamais – précisément parce qu'elle a su préserver son indépendance. Mais cela n'empêche pas ces mêmes milieux d'entonner aujourd'hui le même refrain : faute d'un rattachement à l'UE et d'autres accords avec Bruxelles, la

## Accord-cadre UE

# NON



Suisse tombera dans la pauvreté. On ne voit pas pour quelles raisons il faudrait aujourd'hui accorder plus de crédit qu'autrefois à ces prophètes autoproclamés de l'administration fédérale et des organisations économiques. De toute évidence leur unique but, faute d'arguments sérieux, est de semer la panique.

### Non à un rattachement à l'UE

La Suisse a certes besoin de relations économiques efficaces et de rapports de bon voisinage avec l'UE, mais son succès ne dépend absolument pas d'un rattachement institutionnel qui la pousserait dans une dépendance aussi dangereuse qu'humiliante de Bruxelles. Des relations bilatérales et des accords utiles aux deux parties doivent être soutenus, mais il faut s'opposer absolument à une politique d'intégration dans l'UE dont le but est l'adhésion ou à une politique visant à accroître sournoisement la dépendance et l'alignement jusqu'à ce que la Suisse soit mûre pour tomber dans l'escarcelle de Bruxelles. L'autodétermination et l'indépendance de la Suisse ainsi que les droits démocratiques doivent être renforcés. Des adaptations et alignements supplémentaires à l'UE sont inacceptables. D'ailleurs, pourquoi devrions-nous nous adapter à un système manifestement moins bon car marqué par un fort chômage des jeunes, la pauvreté, l'éloignement des citoyens, la bureaucratie et le centralisme ? Les valeurs efficaces de la Suisse comme la liberté, l'indépendance, la neutralité, la démocratie directe, le fédéralisme et l'économie de marché doivent être défendues inlassablement.

## Positions

### L'UDC ...

- exige que l'objectif premier de la politique étrangère soit la garantie de la liberté, de l'autodétermination, des droits démocratiques, de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse;
- exige que la Suisse en tant que petit Etat mise sur les bons offices de sa diplomatie, sur le CICR et le Corps d'aide en cas de catastrophe au lieu de chercher à se mêler des grandes puissances;
- exige que la Suisse fasse preuve de retenue devant les crises internationales au lieu de se précipiter pour montrer du doigt d'autres pays, lancer des accusations unilatérales et prononcer des sanctions;
- exige que les délégués suisses aux organisations internationales (l'ONU, l'OCDE, etc.) défendent davantage les intérêts d'une Suisse indépendante ;
- s'oppose à l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU;
- combat l'adhésion insidieuse à l'UE;
- s'engage pour la poursuite de la voie bilatérale comme partenaire égal en droit de l'UE;
- refuse le versement de milliards de francs au fonds de cohésion de l'UE sans contrepartie équitable;
- s'engage pour une réduction sensible des dépenses publiques pour l'aide au développement et pour un transfert des fonds ainsi libérés à l'AVS afin de garantir les rentes;
- est favorable à une limitation dans le temps de l'aide publique bilatérale au développement. Ce délai doit être réglementé

contractuellement avec les pays bénéficiaires et aucun nouvel engagement multilatéral ne doit être pris en matière d'aide au développement;

- exige que l'aide au développement soit liée à la conclusion d'accords de réadmission des requérants d'asile et que les dépenses pour l'asile soient imputées intégralement à celles de l'aide au développement;
- soutient, tout en demandant que les intérêts de l'agriculture soient pris en compte, des rapports économiques avec tous les Etats du monde sur la base d'accords de libre-échange en lieu et place d'une concentration unilatérale sur l'UE.

## + Avantages

### Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, la garantie de pouvoir continuer de décider des règles valables dans mon pays;
- ✓ comme chef d'entreprise, des bonnes relations avec le monde entier et moins de bureaucratie;
- ✓ comme contribuable, la certitude de ne pas avoir à payer pour la mauvaise gestion d'autres pays;
- ✓ comme citoyen, d'avoir un gouvernement qui défend les intérêts réels de la Suisse et de ses habitants au lieu de chercher les projecteurs de la scène mondiale.